Charlie Hebdo : victime de la surenchère entre forces réactionnaires

Cet article a également été publié sur le site socialisme.be

Cette attaque d'une brutalité sans précédent a suscité une vague d'indignation et de colère qui a dépassé les frontières de l'Hexagone. Des dizaines de rassemblements spontanés se sont organisés dans de nombreuses villes de France, en Belgique et encore dans d'autres pays. La violence de l'attaque a créé une onde de choc qu'il est encore difficile de mesurer à l'heure actuelle, mais qui mettra du temps à s'apaiser.

Car toute attaque contre la liberté d'expression est une attaque contre tous nos droits fondamentaux : nos libertés individuelles, nos droits politiques, syndicaux… Ces droits n'existent pas seulement grâce aux lois et aux institutions « démocratiques ». Ils existent grâce aux hommes et aux femmes qui se lèvent chaque matin pour les défendre : journalistes, militants, travailleurs sociaux, délégués syndicaux, artistes… L'attaque contre Charlie Hebdo est un coup porté contre tous ceux-là.

La liberté d'expression que nous connaissons aujourd'hui est relative. Il ne saurait être question de liberté réelle tant que les magnats de la presse détiennent 90% des médias pour influencer l'opinion afin de défendre leur propre idéologie. Mais même de tels droits démocratiques limités (comme le droit de nous organiser, le droit de mener des actions collectives et la liberté d'expression) n'ont pu être arrachés que grâce à la lutte du mouvement des travailleurs.

Ne nous trompons pas d'ennemi

Nous devons donc nous mobiliser pour défendre ces droits contre ceux qui veulent nous bâillonner. Mais dans cette lutte, il ne faut pas se tromper d'ennemi. Il faut aussi prendre garde aux faux amis. Ceci mérite quelques explications.

Les gros amalgames se profilent déjà, en embuscade, venant de la droite et de l'extrême droite : « les terroristes sont des islamistes donc 'l'islamisation' de la France est un problème… ». Une communauté entière est assimilée à une poignée de fondamentalistes criminels. C'est tellement simple !

Et facile, tant le terrain a été patiemment préparé par de sinistres « polémistes » adeptes du suicide de la pensée et du déclin des valeurs humaines. Quelques faits divers avaient récemment fait monter le taux d'islamophobie dans l'atmosphère, comme signe prémonitoire d'une tempête qui s'annonçait.

A ceux qui seraient tentés par ces amalgames anti-musulmans, rappelons simplement deux faits. Premièrement, les victimes de la terreur islamiste sont majoritairement des musulmans. Ensuite, les islamistes n'ont pas le monopole de la terreur, bien au contraire : ces dernières décennies, les attaques contre les journaux étaient surtout le fait de l'extrême droite, de certains intégristes catholiques, ou encore des partisans de l'Algérie française…

En 2011, des dizaines de jeunes norvégiens sont tombés sous les balles d'un extrémiste de droite islamophobe. On pourrait multiplier les exemples…

L'unité contre le choc des civilisations

Mais l'heure n'est pas aux décomptes macabres. L'heure est à la mobilisation des jeunes et des travailleurs pour la liberté d'expression, contre toute forme de terreur, de racisme et de discrimination. Il ne faut pas laisser l'extrême droite et les

partisans du repli sur soi identitaire occuper le terrain.

Pour éviter qu'à ce drame, s'ajoute celui d'un « choc des civilisations », les syndicats, les organisations du mouvement ouvrier, les associations doivent appeler à se rassembler et à rendre hommage aux victimes de Charlie Hebdo sur leurs propres bases : pour l'unité des travailleurs, des jeunes et de la grande majorité de la population quelles que soient son origine ou ses croyances, pour la liberté d'expression, contre tous les réactionnaires et les terroristes intégristes, contre les politiques racistes et impérialistes des gouvernements en France qui accroissent les divisions sectaires, l'intolérance et l'obscurantisme.

Rouge belge

Après de longues années d'absence, la gauche radicale fait son retour dans les assemblées des différents niveaux de pouvoir en Belgique. Mais la Belgique ne fait pas exception au tableau européen : la droite radicale progresse également, même si l'extrême-droite pure et dure ne fait pas de percée comme c'est le cas malheureusement dans beaucoup de pays européens.

C'est donc le PTB-GO (Parti du Travail de Belgique – Gauche d'Ouverture) qui enverra au total 8 élus dans les différentes assemblées. Le résultat final est peut-être un peu inférieur aux espoirs que les derniers sondages avaient fait naître, mais la victoire est bel et bien là : pour la 1ère fois depuis plusieurs décennies, et après plusieurs tentatives infructueuses de construire des alternatives à la gauche du PS

et d’Ecolo, la gauche radicale fait son retour aux parlements.

La gauche radicale au parlement

Le parti a triplé voire quadruplé ses résultats aux précédentes élections fédérales et régionales. Cela offre d’énormes possibilités mais entraîne aussi de grandes responsabilités quant à la manière d’organiser, de structurer et de diriger la résistance face à l’avalanche de casse sociale qui se prépare.

C’est surtout dans la partie francophone du pays que la percée est la plus marquée. Elle est particulièrement significative dans les bastions ouvriers de la région liégeoise. Elle résulte principalement de 3 facteurs cumulés :

1. Le PTB a réussi à se débarrasser, au moins en apparence, de son passé mao-stalinien, pour devenir une organisation large et plus « acceptable ». Il a également réussi à attirer vers lui des fractions de la gauche radicale, comme le PC (Parti communiste) et la LCR (Ligue communiste révolutionnaire).

2. Dans les rangs syndicaux, des fractions importantes se sont ouvertement distanciées du Parti socialiste, en critiquant sa politique antisociale.

3. En conséquence, l’argument massue du Parti socialiste qui se présente comme seul rempart à la droite, notamment flamande, et qui martèle que « sans nous ce serait pire », fonctionne de moins en moins bien.

Cependant, ce sont surtout les écologistes qui ont perdu des plumes lors du dernier scrutin : leur score a quasiment été divisé par deux ! Ceci s’explique par un bilan très mitigé, y compris sur leur terrain de prédilection, l’écologie. Mais aussi par une droitisation progressive du parti « vert ».

La percée de la gauche radicale va donc apporter un souffle

d’air frais dans les différentes assemblées, et notamment au parlement fédéral. Les partis traditionnels seront certainement étonnés de voir que, lors de la prochaine fermeture d’entreprise, des élus ne plient pas purement et simplement l’échine devant « les lois du marché ». Ils ne pourront plus simplement applaudir la publication des bénéfices engrangés dans le privé ces dernières années, des cadeaux fiscaux, des subsides salariaux et autres baisses de charges.

Leur étonnement sera encore plus grand si les élus du PTB-GO sortent de leurs bureaux feutrés pour rejoindre les travailleurs en lutte, aux portes des usines. On attend aussi du PTB un soutien actif aux luttes sociales, non seulement au parlement mais surtout dans la construction de plans d’action susceptibles de changer le rapport de force.

Ouverture et radicalité

Et si la discussion ne se limite plus à la négociation du recul social mais aborde aussi l’appropriation collective des moyens de production sous contrôle public en tant qu’alternative – le parlement sera profondément ébranlé.

La percée de la gauche radicale était attendue depuis longtemps. Sa concrétisation est porteuse d’espoir. Elle aurait pu être encore plus forte si le PTB-GO avait ouvert plus largement les portes à toutes les composantes de la gauche radicale, et notamment au PSL (Parti socialiste de Lutte), qui appelle depuis plus de 10 ans à la construction d’un rassemblement à gauche, capable de représenter valablement les travailleurs.

Toujours est-il que 8 élus c’est une première et belle victoire. On est en droit d’attendre qu’ils fassent au moins aussi bien que Kshama Sawant, l’élue de Socialist Alternative à Seattle, qui a réussi, en organisant le mouvement social à la base, à obtenir une avancée sociale majeure : le salaire

minimum à 15 dollars de l’heure. C’est le niveau le plus élevé de tous les Etats-Unis.

Cette victoire locale est devenue une source d’inspiration pour toute la classe ouvrière américaine. Elle montre comment il est possible de transformer une victoire électorale en victoire politique et sociale, en organisant la lutte. Puissent nos camarades belges s’en inspirer.

Des jeux pas gays mais complètement givrés

Avant même de commencer, les Jeux olympiques d’hiver de Sotchi avaient battu un record: celui des JO les plus chers de l’histoire. 50 milliards de dollars, alors que les pouvoirs publics russes sont mis à la diète, notamment dans les services de santé où il y a des pénuries graves de personnel et même d’ambulances !

2ème « médaille » pour la Russie de Poutine : l’homophobie. Votées en juin 2013, les lois homophobes « interdisant toute propagande homosexuelle parmi les jeunes » ont suscité une vive indignation parmi de nombreuses organisations de défenses des droits des LGBTQI (Lesbiennes, Gays, Bisexuels, Transgenres, Queers, Intersexes) à travers le monde, certaines appelant au boycott des Jeux de Sotchi.

Des élus européens se sont eux aussi montrés inquiets et « demandent » par ailleurs à la Russie d’abroger la loi. La question des discriminations envers les homosexuels était jusqu’à présent simplement ignorée par le pouvoir russe. Les

JO ont obligé le maire de Sotchi et Poutine lui-même à sortir de leur silence, soit en nous expliquant qu'il n'y avait pas de problème, soit d'une manière encore plus stupide en déclarant que « les homosexuels sont les bienvenus à Sotchi, à condition qu'ils laissent les enfants tranquilles »… Toujours est-il que les députés russes se préparent à débattre très bientôt d'une nouvelle loi anti-gay qui retirera leurs droits parentaux aux homosexuels en raison de leur orientation.

Entre stupidité poutinienne et hypocrisie européenne

De leur côté, l'Union européenne et Coca-Cola mènent une même politique hypocrite. La célèbre boisson gazeuse qui sponsorise les JO a récemment dévoilé une campagne de pub « gay-friendly » mais se tait dans toutes les langues sur les lois discriminatoires russes. Quant à l'Union européenne, ses dirigeants donnent des leçons de morale à Poutine alors qu'ils mettent en place et votent des politiques tout aussi réactionnaires et antisociales, comme l'illustre la loi anti-avortement récemment passée en Espagne ou encore le fait que près de 30 % des Grecs sont actuellement sans aucune couverture sociale.

Larbins crétins

L'esprit olympique n'a pas vraiment dopé le sens critique des journalistes. Au contraire, les commentateurs sportifs français rivalisaient dans leurs « disciplines » de prédilection :
1. La mysoginie et le sexisme
2. Le chauvinisme
3. La méconnaissance des sports qu'ils sont sensés commenter
4. Le placement de certaines marques et sponsors dans les commentaires

Bref, d'un point de vue journalistique, des records de médiocrité ont été battus, mais on n'a pas eu droit à une seule allusion critique sur l'organisation des Jeux. Peut-être

ces dociles « journalistes » n'avaient-ils même pas remarqué qu'à peine arrivés à Sotchi, leurs ordinateurs portables et leurs téléphones avaient été piratés par les services de renseignement russes (FSB).

Heureusement, certains médias engagés se sont posé des questions, comme par exemple : « Pourquoi Sotchi ? Choisir une station balnéaire désertée pour accueillir des JO d'hiver n'est pas plus stupide que choisir un émirat où règne des températures extrêmes (45°C) pour le mondial de foot. »

Reste que ces Jeux laissent un goût amer aux amoureux du sport dont nous faisons partie. Ils posent indirectement la question de la toute-puissance du business sur un grand nombre de disciplines sportives et de l'utilisation du sport à des fins politiques (ce qui n'est pas vraiment nouveau).

Que faire ?

Alors que faire ? Faut-il fuir le sport pour ne pas participer à son aliénation ? Non, ce ne serait pas fair-play, et puis si tous les dégoûtés s'en vont, on sait trop bien ce qui restera.

La solution, ce serait plutôt de reprendre le pouvoir sur le sport, ses structures, son fonctionnement, afin de décider démocratiquement des règles du jeu. Comment ? Voici quelques pistes :

· Les fédérations sportives devraient être gérées par des représentants élus par les sportifs, les supporters, et le public (dont les parents des jeunes notamment).
· Des financements publics doivent être prévus pour toutes les disciplines, afin de démocratiser l'accès au sport. Le football qui était traditionnellement le sport le plus accessible (et le plus populaire) est devenu de moins en moins abordable pour les familles qui veulent inscrire leur enfant dans un club.
· L'organisation des compétitions devrait être confiée à des comités élus par les sportifs et indépendants des sponsors et

autres financeurs privés.
· Le pluralisme (hommes / femmes / handicapés…) devrait être introduit dans les épreuves relais ou dans les sports collectifs où cela est praticable. Ce serait une manière de faire vivre une véritable fraternité au travers du sport.

Bref, pour devenir plus sain, le sport a besoin d'une véritable révolution. Car ce qui devrait être avant tout un loisir populaire et un facteur de santé publique ne peut pas être laissé aux mains des marchands du temple. En sport comme dans la société, il est temps de marquer des buts contre le capitalisme.

Intérêts notionnels: la dernière blague belge

Le renouveau politique annoncé par la coalition gambienne a rapidement montré ses limites sur le plan socio-économique : il ne sera donc pas question de faire payer la crise par ceux qui l'ont provoquée. La hausse de la TVA est même revenue à l'ordre du jour. Mais un point du programme est resté quelque peu dans l'ombre : les intérêts notionnels.

Quand on veut faire du renouveau, il faut trouver des idées originales. Alors pourquoi ne pas recycler celles des autres ? Rien de mal a priori. Le problème c'est d'emprunter la mesure fiscale la plus catastrophique jamais inventée par la

Belgique, qui possède pourtant un certain « talent » en la matière.

De quoi s'agit-il ? Les intérêts notionnels ont été mis en place pour compenser la disparition des « centres de coordination » condamnés par l'Europe. Ce dispositif avait attiré une grande quantité de multinationales en Belgique, pour y ouvrir des centres de coordination qui leur permettaient de défiscaliser une bonne partie de leurs bénéfices. Les intérêts notionnels ont donc été mis au point pour les inciter à rester.

De quoi s'agit-il exactement ? Prenons une entreprise qui fait des investissements. Elle demande un prêt à sa banque pour les financer. Elle paye donc des intérêts sur cet emprunt. Elle peut ensuite déduire de ses revenus les intérêts versés à la banque. Si elle finance ses investissements sur fonds propres, elle ne peut pas déduire d'intérêts puisqu'elle n'en paye pas. Logique. Sauf que les intérêts notionnels permettent aux entreprises de déclarer les charges d'intérêts qu'elles auraient payés si elles avaient dû emprunter. D'où le terme « notionnel ».

Bilan désastreux

Les défenseurs de la mesure nous ont expliqué qu'il s'agissait d'encourager les entreprises à se financer sur fonds propres, surtout dans le contexte de crise financière qui rendait plus difficile l'accès au crédit. Soit. Toujours est-il que si l'on fait le bilan de cette mesure en Belgique, il est plutôt désastreux. Aucun emploi créé. Aucune richesse non plus. Par contre, des géants de l'industrie comme Mittal sont très contents d'avoir réussi à payer moins d'impôts qu'un seul de leurs ouvriers. Et les finances publiques ont perdu plusieurs milliards d'euro par an.

Il y a un peu plus d'un an, Bruno Colmant, le créateur des intérêts notionnels, faisait lui-même un bilan critique de la

mesure, en avouant qu’elle avait fait l’objet de gros abus au travers de multinationales qui établissaient une filiale financière très fortement capitalisée en Belgique, sans rien apporter à l’économie nationale.

Depuis leur création, les intérêts notionnels ont été « adoucis » : leur taux a été réduit. Mais le principe reste le même : offrir des cadeaux fiscaux à ceux qui n’en ont pas besoin puisqu’ils ont les moyens d’investir sans emprunter. Pour les salariés et les indépendants, l’imposition est tout sauf « notionnelle » : pour déduire des frais professionnels, il faut qu’ils soient bien réels et dûment justifiés.

Fiscalité inversée

En recourant à cette mesure, le Luxembourg tenterait de bénéficier à son tour d’une niche fiscale totalement improductive. Au départ, l’impôt est fait pour redistribuer les revenus. Les plus gros revenus contribuent davantage au bien commun. Avec les intérêts notionnels, c’est le contraire. Ceux qui font le plus de bénéfices payent le moins.

Est-ce cela le renouveau promis ? Au lieu de développer une économie au service des besoins de la population et créatrice d’emplois nouveaux, on fait des cadeaux aux grands patrons ! Politiquement, le scénario est cousu de fil blanc : les socialistes voteront les intérêts notionnels les yeux fermés. Dans deux ans, ils pousseront des cris contre les dérives et les abus de cette mesure (anti)fiscale. Mais ils ne pourront pas dire qu’on ne les avait pas prévenus.